

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 1680

[C — 2004/27086]

1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Décret relatif aux attractions touristiques (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**CHAPITRE II. — Des définitions**

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° attraction touristique : le lieu de destination constitué d'un ensemble d'activités et de services intégrés clairement identifiables, exploité de façon régulière comme pôle d'intérêt naturel, culturel ou récréatif et aménagé dans le but d'accueillir touristes, excursionnistes et visiteurs locaux sans réservation préalable, à l'exclusion des activités foraines.

Ne constituent pas au sens du présent décret une attraction touristique les lieux offrant une simple location de matériel, les paysages, les villes, les sites librement accessibles et les lieux destinés à la pratique sportive pure, à l'organisation de spectacles, d'événements culturels, sportifs ou festifs;

2° pôle d'intérêt naturel : un centre d'activités axées principalement sur la nature ou l'environnement;

3° pôle d'intérêt culturel : un centre d'activités axées principalement sur les arts, l'histoire, les sciences ou les techniques;

4° pôle d'intérêt récréatif : un centre d'activités axées principalement sur les activités de distraction ou ludiques;

5° touriste : toute personne qui, pour les loisirs, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui séjourne hors de sa résidence habituelle;

6° excursionniste : toute personne qui, pour les loisirs ou la détente, se rend dans un lieu de destination situé au-delà de la commune où elle réside habituellement ou des communes limitrophes à celle-ci et qui effectue les déplacements nécessaires entre sa résidence habituelle et le lieu de destination en une seule journée;

7° visiteur local : toute personne qui, pour le loisir ou la détente, se rend dans un lieu de destination situé dans la commune où elle réside habituellement ou dans une commune limitrophe à celle-ci.

**CHAPITRE III. — De la computation des délais**

**Art. 3.** Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

**Art. 4.** Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

**CHAPITRE IV. — De la publication de brochures touristiques**

**Art. 5.** A la demande du Commissariat général au Tourisme, les titulaires d'une autorisation délivrée en vertu du présent décret sont tenus de lui fournir, dans les trente jours de la réception de la demande, les informations nécessaires en vue de la publication de brochures destinées à promouvoir les attractions touristiques. Les renseignements à fournir sont déterminés par le Gouvernement.

A défaut de réponse dans le délai indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Commissariat général au Tourisme renouvelle la demande par lettre recommandée à la poste.

L'autorisation peut être retirée si son titulaire a négligé, pendant deux années consécutives, de donner suite à la demande prévue à l'alinéa 2.

Il est statué conformément à la procédure organisée aux articles 19 à 23. Le recours contre cette décision s'exerce dans les conditions et suivant la procédure fixées aux articles 35 à 40.

**TITRE II. — De l'autorisation****CHAPITRE IER. — Du principe, du contenu et des effets de l'autorisation**

**Art. 6.** Nul ne peut, sans une autorisation préalable écrite et expresse, faire usage de la dénomination visée à l'article 2, 1°, ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, dans le cadre de l'exploitation d'une attraction touristique.

L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est dénommée ci-après « l'autorisation ».

**Art. 7.** L'autorisation mentionne :

1° l'identité du titulaire;

2° l'identification et la situation de l'attraction touristique;

3° la dénomination visée à l'article 2, 1°;

4° le cas échéant, les dérogations accordées en application de l'article 24, alinéa 2;

5° la catégorie dans laquelle l'attraction touristique est classée et, le cas échéant, les dérogations accordées en application de l'article 28;

6° le cas échéant, la durée pour laquelle elle est accordée.

**Art. 8.** L'autorisation peut être limitée dans le temps.

**Art. 9.** L'autorisation n'est valable que pour l'attraction touristique pour laquelle elle a été délivrée et pour le titulaire de l'autorisation auquel elle a été accordée.

#### CHAPITRE II. — *De la procédure d'autorisation*

**Art. 10.** La demande d'autorisation est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du Commissariat général au Tourisme.

Elle peut contenir une demande de dérogation aux conditions d'octroi de l'autorisation et d'utilisation de la dénomination visées à l'article 24 ou aux critères de classement visés à l'article 25.

Le Gouvernement arrête le contenu de la demande d'autorisation et peut préciser le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter. Il détermine la forme de la demande.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur, dans les quinze jours de sa réception, par envoi recommandé à la poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Les pièces manquantes doivent être adressées au Commissariat général au Tourisme par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. Lorsqu'il envisage d'accorder d'initiative une dérogation visée à l'article 24, alinéa 2, ou lorsque le demandeur a formulé dans sa demande d'autorisation une demande de dérogation visée à l'article 10, alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme transmet la demande pour avis au président du comité technique des attractions touristiques en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les soixante jours à dater du moment où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

**Art. 12.** Le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur dans un délai de trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Ce délai est porté à quatre mois dans l'hypothèse visée à l'article 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Elle est simultanément adressée au bourgmestre de la commune où est située l'attraction touristique. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions d'octroi et de refus d'autorisation.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu, selon le cas, à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou 2 équivaut à une décision d'acceptation.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. En cas de cession d'une attraction touristique, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les trois mois à dater de la cession. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 10 à 12.

§ 2. En cas de décès du titulaire de l'autorisation, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les six mois à dater du décès. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 10 à 12.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si l'exploitation est reprise par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré, la demande est constituée d'un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au demandeur. Elle est adressée endéans les six mois du décès au Commissariat général au Tourisme, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. Dans les trente jours de sa réception, le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur. L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu équivaut à une décision de délivrance d'autorisation.

§ 3. Par dérogation aux articles 6 et 9, dans les cas déterminés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'usage de la dénomination peut être poursuivi jusqu'à la notification de la décision à intervenir ou l'expiration du délai de trente jours déterminé au paragraphe 2, alinéa 2, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé.

**Art. 14.** Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique, le titulaire de l'autorisation fait parvenir au Commissariat général au Tourisme, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de trois mois.

**Art. 15.** L'autorisation est affichée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 16.** Toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation est signalée par le titulaire de l'autorisation au Commissariat général au Tourisme, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la modification.

**Art. 17.** Le Commissariat général au tourisme peut, à tout moment, demander la communication d'un nouveau certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au titulaire de l'autorisation ou à la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique. Cette demande a lieu au minimum tous les cinq ans.

#### CHAPITRE III. — *Du retrait de l'autorisation*

**Art. 18.** L'autorisation peut être retirée à son titulaire par le Commissariat général au Tourisme :

1° si les dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;

2° si le titulaire de l'autorisation ou la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres 1<sup>er</sup>, IV et VI, et titre IX, chapitres 1<sup>er</sup> et II, du Code pénal ou à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;

3° si le titulaire de l'autorisation ou la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 19.** Avant de prendre toute décision retirant une autorisation, le Commissariat général au Tourisme avise son titulaire, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, du motif du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au Tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au Tourisme. Un procès-verbal est établi. Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 20.** Dans les dix jours de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de son audition, ou à défaut de réaction de celui-ci dans le délai imparti, le Commissariat général au Tourisme adresse une demande d'avis au président du comité technique des attractions touristiques. Une copie des courriers visés à l'article 19, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et, le cas échéant, du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le titulaire y est jointe.

**Art. 21.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis, le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au titulaire. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

**Art. 22.** La décision de retrait est notifiée au titulaire de l'autorisation par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Lorsque le Commissariat général au Tourisme ne se rallie pas à l'avis du comité technique des attractions touristiques, il en indique les motifs.

La décision est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune dans laquelle est située l'attraction touristique et au président du comité technique des attractions touristiques.

**Art. 23.** Le Commissariat général au Tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise le titulaire de l'autorisation par lettre recommandée à la poste.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi de la lettre visée à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE IV. — *Des conditions d'octroi de l'autorisation et d'usage de la dénomination*

**Art. 24.** L'octroi de l'autorisation et l'usage de la dénomination visée à l'article 2, 1<sup>o</sup>, ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, dans le cadre de l'exploitation d'une attraction touristique, sont subordonnés au respect des conditions déterminées par le Gouvernement. Celles-ci peuvent porter sur :

1<sup>o</sup> les caractéristiques du lieu et de ses abords, telles que, notamment, son agencement, son équipement et son accessibilité;

2<sup>o</sup> l'accueil, l'encadrement et l'information réservés aux touristes, excursionnistes et visiteurs locaux;

3<sup>o</sup> l'état d'entretien, de salubrité, de propreté, le confort et la sécurité de l'attraction touristique;

4<sup>o</sup> la moralité du demandeur de l'autorisation, de son titulaire ou de la personne assumant la gestion journalière de l'attraction touristique;

5<sup>o</sup> les informations relatives à la fréquentation de l'attraction touristique que celle-ci doit fournir.

A titre exceptionnel, le Commissariat général au Tourisme ou, sur recours, le Gouvernement peut accorder aux titulaires ou futurs titulaires de l'autorisation des dérogations aux conditions imposées en application des points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> afin de tenir compte de situations spécifiques. Le Gouvernement peut limiter davantage le nombre de conditions pouvant faire l'objet d'une dérogation.

Dans les limites de ses compétences, le Gouvernement peut déterminer d'autres conditions portant sur l'intérêt intrinsèque de l'attraction, en particulier en ce qui concerne les aspects récréatifs et/ou liés à la nature, au patrimoine, à la culture.

### TITRE III. — **Du classement et de la révision du classement**

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des principes*

**Art. 25.** Les attractions touristiques sont tenues de respecter les critères établis par le Gouvernement en vue de leur classement en catégories.

Ces critères portent au moins sur :

1<sup>o</sup> les périodes d'ouverture;

2<sup>o</sup> le nombre de visiteurs et si possible la proportion minimale des visiteurs répondant à la définition d'excursionnistes ou de touristes.

Ils peuvent également notamment porter sur l'accueil, les services proposés, l'accès, la sécurité et l'hygiène.

Le Commissariat général au Tourisme délivre un classement à ces attractions lorsqu'il octroie une autorisation d'utiliser la dénomination.

**Art. 26.** Le Commissariat général au tourisme délivre au titulaire de l'autorisation un écusson correspondant à la dénomination et à la catégorie de classement attribuées, lequel demeure la propriété de la Région wallonne. Le Gouvernement fixe le modèle de l'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution.

Nul ne peut faire usage de l'écusson ou de tout autre dessin ou signe faisant référence à une catégorie de classement s'il ne dispose pas de l'autorisation y afférente.

**Art. 27.** Le Commissariat général au tourisme révisé le classement d'une attraction touristique si celle-ci répond aux conditions correspondant à une catégorie supérieure ou inférieure de classement.

**Art. 28.** A titre exceptionnel, le Commissariat général au Tourisme peut accorder une dérogation à un ou plusieurs critères de classement s'il estime que l'attraction touristique, compte tenu de ses caractéristiques particulières, est dans l'impossibilité de répondre à ces critères. Le Gouvernement peut limiter le nombre de critères pouvant faire l'objet d'une dérogation.

**Art. 29.** Toute modification susceptible d'affecter le classement attribué est signalée par le titulaire de l'autorisation au Commissariat général au Tourisme, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la modification.

CHAPITRE II. — *De la demande de révision du classement*

**Art. 30.** Lorsqu'une demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est sollicitée par le titulaire de l'autorisation, elle est introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, auprès du Commissariat général au Tourisme au moyen du formulaire arrêté par le Gouvernement.

Elle est accompagnée de tous les renseignements et documents susceptibles de permettre la révision du classement et, le cas échéant, d'accorder la dérogation.

**Art. 31.** S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur une lettre recommandée à la poste sollicitant la production des informations manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans les quinze jours de la réception de celles-ci, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

**Art. 32.** En cas de demande de dérogation à un critère de classement, le Commissariat général au Tourisme transmet la demande pour avis au président du comité technique des attractions touristiques en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur, dans les soixante jours à dater du moment où le dossier est transmis à son président. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

**Art. 33.** Le Commissariat général au Tourisme notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions de révision du classement et, le cas échéant, de dérogation à un critère de classement.

L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> équivaut à une décision d'acceptation.

CHAPITRE III. — *De la révision du classement à l'initiative du Commissariat général au Tourisme*

**Art. 34.** Lorsque la révision du classement se fait à l'initiative du Commissariat général au Tourisme, ce dernier statue conformément à la procédure organisée aux articles 19 à 23.

TITRE IV. — *Des recours*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la procédure de recours*

**Art. 35.** Le demandeur ou le titulaire d'une autorisation, ci-après également dénommé le « demandeur », peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision :

- 1° de refus ou de retrait de l'autorisation;
- 2° de refus d'accorder une dérogation aux conditions d'octroi de l'autorisation ou d'usage de la dénomination en application de l'article 24, alinéa 2, ou aux critères de classement en application de l'article 28;
- 3° de révision du classement à l'initiative du Commissariat général au Tourisme;
- 4° de refus d'accorder la révision du classement.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans le cas prévu aux articles 12, alinéa 4, et 33, alinéa 3, de la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Il est adressé, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au Tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Le recours n'est pas suspensif sauf s'il porte sur une décision de retrait de l'autorisation ou de révision du classement. Dans ces deux cas, la décision est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur recours.

**Art. 36.** Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Il envoie dans le même délai une copie du recours au président de la commission consultative de recours des attractions touristiques visée à l'article 41.

**Art. 37.** Le demandeur peut solliciter d'être entendu par la commission consultative de recours des attractions touristiques, soit dans son recours, soit par une lettre recommandée à la poste adressée au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

**Art. 38.** Dans un délai de soixante jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission consultative de recours des attractions touristiques rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au Tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au Tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

**Art. 39.** Le Gouvernement statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au Tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 36.

Lorsque le Gouvernement ne se rallie pas à l'avis de la commission consultative de recours des attractions touristiques, il en indique les motifs.

La décision du Gouvernement est notifiée au Commissariat général au Tourisme et, par lettre recommandée à la poste, au demandeur. Elle est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune où est située l'attraction touristique. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions prises sur recours.

**Art. 40.** A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par lettre recommandée à la poste, au Commissariat général au Tourisme. Son contenu doit mentionner le terme « rappel » et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Commissariat général au Tourisme de la lettre recommandée contenant rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision d'acceptation.

#### CHAPITRE II. — *De la Commission consultative de recours des attractions touristiques*

**Art. 41.** Il est constitué une commission consultative de recours des attractions touristiques, ci-après dénommée la « commission », chargée de rendre des avis sur les recours dont question à l'article 35.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. La commission est composée comme suit :

1° un président;

2° deux membres effectifs proposés par des associations de protection des consommateurs;

3° deux membres effectifs proposés par le comité technique des attractions touristiques.

§ 2. Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission.

Pour chaque membre effectif, à l'exception du président, le Gouvernement nomme un suppléant.

§ 3. Un membre supplémentaire représentant le Commissariat général au Tourisme peut assister avec voix consultative aux réunions de la commission.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel du Commissariat général au Tourisme.

**Art. 43.** Les membres proposés par le comité technique des attractions touristiques doivent être choisis en dehors de son sein.

**Art. 44.** Les mandats du président, des membres de la commission et de leur suppléant ont une durée de cinq années prenant cours à compter de la date de l'arrêté de nomination. Chaque mandat est renouvelable.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la composition de la commission consultative est revue dans les six mois qui suivent le renouvellement du comité technique des attractions touristiques. Néanmoins, la commission siège valablement tant que son renouvellement n'a pas été opéré.

**Art. 45.** Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

La commission ne délibère valablement que si le président et deux autres membres au moins sont présents.

Les avis sont rendus par les membres présents.

**Art. 46.** Le Gouvernement détermine la procédure de nomination du président et des membres de la commission, ses modalités de fonctionnement et la hauteur des indemnités et rétributions éventuellement accordées au président et aux membres.

### TITRE V. — **Des subventions**

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des généralités*

**Art. 47.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention pour l'équipement, l'aménagement ou l'amélioration des infrastructures d'une attraction touristique ainsi que pour les honoraires relatifs à ces travaux.

La taxe sur la valeur ajoutée peut être incluse dans le montant des acquisitions et travaux subventionnables lorsqu'elle ne peut pas être récupérée par le demandeur.

**Art. 48.** Le Gouvernement précise les acquisitions et travaux pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 47.

#### CHAPITRE II. — *Des conditions d'octroi et de maintien des subventions*

**Art. 49.** L'octroi d'une subvention est subordonné aux conditions suivantes :

1° le demandeur doit être titulaire de l'autorisation visée à l'article 6 ou s'engager par écrit à solliciter l'autorisation au plus tard à l'achèvement des travaux;

2° le demandeur doit produire, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 53.

Le bénéficiaire doit maintenir l'affectation du bien pendant cinq ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année au cours de laquelle la subvention a été liquidée.

Aucune subvention n'est accordée si un autre pouvoir public a déjà octroyé une subvention pour ces travaux ou acquisitions.

#### CHAPITRE III. — *Des taux et du montant de la subvention*

**Art. 50.** Le taux de la subvention s'élève à 20 % du coût des acquisitions et des travaux visés à l'article 47.

Toutefois, le Gouvernement peut déterminer des investissements prioritaires pour lesquels il est habilité à préciser le taux de la subvention qui peut atteindre 50 % du coût des acquisitions et des travaux visés à l'article 47.

**Art. 51.** Aucune subvention ne peut être accordée lorsque le coût des acquisitions et des travaux est inférieur à 5.000 euros, taxe sur la valeur ajoutée déductible non comprise.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Le montant total des subventions accordées pour une attraction touristique ne peut dépasser 100.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire.

Le Gouvernement est habilité à fixer un plafond par catégorie de travaux.

§ 2. Le Commissariat général au Tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour une attraction touristique, détermine le montant des subventions de minimis accordées pour cette attraction touristique au cours des deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

La subvention ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et le montant déterminé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

Lorsque le montant d'une subvention atteint le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt deux ans après l'engagement de la subvention précédente.

Le Commissariat général au Tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 3 du Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité C.E. aux aides de minimis.

#### CHAPITRE IV. — *Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

**Art. 53.** La demande d'octroi d'une subvention doit être adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception au Commissariat général au Tourisme.

Le Gouvernement arrête le contenu et détermine la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

**Art. 54.** Toute personne qui demande l'octroi d'une subvention en vertu de l'article 47 autorise par le fait même le Gouvernement à faire procéder sur place à toutes vérifications jugées utiles.

Le refus de se soumettre à ces vérifications ou l'entrave à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi fixées à l'article 49.

**Art. 55.** § 1<sup>er</sup>. Toute subvention peut être liquidée à concurrence de maximum 75 % sur production des pièces de dépenses justifiant les acquisitions ou les travaux à concurrence d'au moins 20 % de la dépense prévue.

Le décompte final doit être présenté au plus tard avant l'expiration du douzième mois suivant la date de la dernière liquidation provisoire.

§ 2. Les travaux, la livraison des fournitures ou la prestation des services faisant l'objet d'une demande de subvention doivent débiter au plus tôt à la date d'introduction de cette demande et être terminés au plus tard dans les trois ans à dater de la notification de l'octroi de la subvention.

L'attraction touristique doit être fonctionnelle au moment de la liquidation finale.

§ 3. En cas de non-respect des délais prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, et sauf prolongation accordée par le Gouvernement sur la base d'une demande dûment justifiée introduite par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, les sommes indûment versées doivent être remboursées.

**Art. 56.** La subvention est liquidée à celui qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux, pour autant qu'il soit toujours propriétaire ou titulaire de l'autorisation au jour de la liquidation.

**Art. 57.** Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées aux articles 49, 55 et 56.

Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption réfragable que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 49, 55 ou 56.

**Art. 58.** Sauf décision contraire préalable du Gouvernement, le bénéficiaire doit rembourser la subvention, au prorata du nombre d'années restant à courir, si, dans le délai de cinq ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée, il n'est plus satisfait aux conditions fixées à l'article 49.

#### TITRE VI. — *Des infractions et des sanctions*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la surveillance et de la constatations des infractions*

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer à toute heure du jour et de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire en l'existence d'une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution; lorsqu'il s'agit d'un domicile, fût-ce temporaire, le consentement écrit du titulaire de l'autorisation, du ou des occupants ou l'autorisation préalable du juge de police, lequel vérifie s'il y a des indices d'infraction, est requis;

2° requérir l'assistance de la police;

3° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle et enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont respectées, et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance et établir de ces auditions des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le Commissariat général au Tourisme informe le procureur du Roi des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport; le Commissariat général au Tourisme le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; le Commissariat général au Tourisme transmet ce procès-verbal, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au procureur du Roi et au contrevenant, et ce, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1°.

Une copie en est adressée dans le même délai au bourgmestre de la commune où est situé le bien concerné et, par lettre recommandée à la poste, à son propriétaire et au titulaire de l'autorisation.

#### CHAPITRE II. — *Des amendes administratives*

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction aux articles 14, 16, 29, 58 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 125 euros.

En cas d'infraction aux articles 6, 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 26, alinéa 2, ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 59, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 25.000 euros.

Le contrevenant est le responsable de la gestion de l'attraction touristique, sauf s'il démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures nécessaires qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, sauf en cas de classement sans suite.

L'amende administrative est infligée par le Commissariat général au Tourisme.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis par le Commissariat général au Tourisme au ministère public dans les quinze jours de sa rédaction.

Le ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au Commissariat général au Tourisme sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé ou dans l'hypothèse d'un classement sans suite, le Commissariat général au Tourisme décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du Commissariat général au Tourisme fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du Commissariat général au Tourisme introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Il notifie simultanément copie de ce recours au Commissariat général au Tourisme. Le recours de même que le délai pour former recours suspendent l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du Commissariat général au Tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article.

Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de perception de l'amende.

#### CHAPITRE III. — *Des sanctions pénales*

**Art. 61.** Est puni d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 14, 16, 29, 58 ou aux dispositions prises en exécution de ces articles.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

**Art. 62.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 6, 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 26, alinéa 2, ou aux dispositions prises en exécution de ces articles ou qui adresse injure ou menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 59.

Sont applicables auxdites infractions les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85.

**Art. 63.** Le contrevenant est le responsable de la gestion de l'attraction touristique, sauf s'il démontre qu'il n'a commis aucune faute parce qu'il a pris toutes les mesures nécessaires qui étaient en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'injure ou de menace grave, seul l'auteur des faits peut être poursuivi.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Outre les pénalités prévues aux articles 61 et 62, le juge ordonne, à la demande du Commissariat général au Tourisme, la cessation de l'acte illicite ou la remise en état des lieux.

Le juge peut ordonner que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours suivant le jour où le jugement est devenu définitif, une sûreté au bénéfice de la Région wallonne à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

Cette sûreté est constituée par un dépôt auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou par une garantie bancaire indépendante émise par un établissement de crédit agréé, soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état dans le délai prescrit, le Commissariat général au Tourisme puisse pourvoir d'office à son exécution et en récupérer les frais lorsque les travaux ont été exécutés sur simple état dressé par le Gouvernement. Cet état a force exécutoire.

§ 2. Le Commissariat général au Tourisme peut agir devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel afin d'obtenir la condamnation, outre aux pénalités prévues aux articles 61 et 62, à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

Il peut également agir devant le tribunal civil afin d'obtenir la condamnation à la cessation de l'acte illicite ou à la remise en état des lieux.

#### TITRE VII. — Dispositions transitoire et finale

**Art. 65.** Les attractions touristiques qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, sont exploitées sous cette dénomination ou tout autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion introduisent dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur une demande d'autorisation auprès du Commissariat général au Tourisme conformément à l'article 10.

Par dérogation à l'article 6, les attractions touristiques qui se sont conformées à l'alinéa précédent peuvent poursuivre l'usage de cette dénomination jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

Par dérogation à l'article 11, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ou 2, de cet article dans un délai de soixante jours.

Le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en se conformant à l'article 7 et notifie sa décision dans un délai de six mois à dater de l'accusé de réception visé à l'alinéa précédent par dérogation à l'article 12, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 66.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil 642 (2003-2004) n<sup>os</sup> 1 à 5.*

*Compte rendu intégral.*

Discussion et vote. Séance publique du 31 mars 2004.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1680

[C — 2004/27086]

## 1 APRIL 2004. — Decreet betreffende de toeristische bezienswaardigheden (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL 1. — Algemeen**HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° toeristische bezienswaardigheid : de plaats van bestemming, bestaande uit een geheel van geïntegreerde en duidelijk identificeerbare activiteiten en diensten, die op regelmatige wijze uitgebraat wordt als natuurlijke, culturele of recreatieve waardevolle kern en die aangelegd is met het doel toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers zonder voorafgaandelijke reservering ontvangen, kermisactiviteiten uitgezonderd.

In de zin van dit decreet maken de plaatsen die eenvoudigweg materieel te huur aanbieden, de landschappen, de steden, de vrij toegankelijke plaatsen en de plaatsen bestemd voor loutere sportbeoefening, voor de organisatie van spektakels, cultuur-, sportevenementen of feestelijkheden niet een toeristische bezienswaardigheid uit;

2° natuurlijke waardevolle kern : een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de natuur of het leefmilieu gericht zijn;

3° culturele waardevolle kern : een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de kunsten, de geschiedenis, de wetenschap of de techniek gericht zijn;

4° recreatieve waardevolle kern : een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op ontspannings- of spelactiviteiten gericht zijn;

5° toerist : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding, voor de ontspanning of het zakendoen, naar een plaats begeeft die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die elders dan in zijn gewoonlijke verblijfplaats verblijft;

6° dagtoerist : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding of voor de ontspanning naar een plaats begeeft die zich verder bevindt dan de gemeente waar hij doorgaans verblijft of dan de naburige gemeenten en die de noodzakelijke verplaatsingen van en naar zijn gewoonlijke verblijfplaats en de plaats van bestemming op één en dezelfde dag maakt;

7° plaatselijke bezoeker : elke persoon die zich als vrijetijdsbesteding of voor de ontspanning naar een plaats begeeft die zich in de gemeente waar hij doorgaans verblijft of in een naburige gemeente bevindt.

HOOFDSTUK III. — *Termijnberekening*

**Art. 3.** De dag van ontvangst van de akte, die het vertrekpunt is voor een termijn, is er niet in begrepen.

**Art. 4.** Inbegrepen in de termijn is de vervalddag. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, verschuift de vervalddag naar de eerstvolgende werkdag.

HOOFDSTUK IV. — *Publicatie van toeristische brochures*

**Art. 5.** Op vraag van het Commissariaat-generaal voor Toerisme zijn de houders van een krachtens dit decreet afgeleverde vergunning ertoe verplicht hem binnen de dertig dagen na ontvangst van zijn verzoek de gegevens te bezorgen die noodzakelijk zijn voor de publicatie van brochures ter bevordering van de toeristische bezienswaardigheden. De aard van die gegevens wordt door de regering bepaald.

Indien er geen antwoord volgt binnen de termijn bepaald in het eerste lid, hernieuwt het Commissariaat-generaal voor Toerisme zijn verzoek bij ter post aangetekend schrijven.

De vergunning kan ingetrokken worden indien de vergunninghouder twee jaar na elkaar geen gevolg heeft gegeven aan het verzoek bepaald in het tweede lid.

Er wordt overeenkomstig de procedure voorzien bij de artikelen 19 tot en met 23 beslist. Het beroep tegen die beslissing wordt uitgeoefend tegen de voorwaarden en volgens de procedure vastgesteld in de artikelen 35 tot en met 40.

**TITEL II. — Vergunning**HOOFDSTUK I. — *Beginsel, inhoud en gevolgen van de vergunning*

**Art. 6.** Zonder schriftelijke en uitdrukkelijke voorafgaandelijke vergunning mag niemand in het kader van de uitbating van een toeristische bezienswaardigheid gebruik maken van een benaming bedoeld in artikel 2, 1°, of van een andere term, vertaling of schrijfwijze die voor verwarring zou kunnen zorgen.

De vergunning bedoeld in het eerste lid wordt hierna « de vergunning » genoemd.

**Art. 7.** In de vergunning worden vermeld :

1° de identiteit van de houder;

2° de identificatie en de ligging van de toeristische bezienswaardigheid;

3° de benaming bedoeld in artikel 2, 1°;

4° in voorkomend geval, de afwijkingen die toegestaan worden overeenkomstig artikel 24, tweede lid;

5° de categorie waarbij de toeristische bezienswaardigheid is ingedeeld en, in voorkomend geval, de afwijkingen toegestaan overeenkomstig artikel 28;

6° in voorkomend geval, de duur van de vergunning.

**Art. 8.** De vergunning kan in de tijd beperkt zijn.

**Art. 9.** De vergunning geldt enkel voor de toeristische bezienswaardigheid waarvoor hij is afgeleverd en voor de vergunninghouder aan wie hij is afgeleverd.

#### HOOFDSTUK II. — *Vergunningsprocedure*

**Art. 10.** De vergunningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De vergunningsaanvraag kan ook een aanvraag bevatten tot afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning en voor het gebruik van de benaming bedoeld in artikel 24 of van de indelingscriteria bedoeld in artikel 25.

De regering stelt de inhoud van de vergunningsaanvraag vast en kan het aantal exemplaren van het dossier waaruit die aanvraag dient te bestaan, aangeven. Hij bepaalt de vorm van de aanvraag.

**Art. 11.** § 1. Is de aanvraag onvolledig, richt het Commissariaat-generaal binnen de vijftien dagen na ontvangst bij ter post aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw aanvangt. De ontbrekende stukken dienen te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, bij ter post aangetekend schrijven.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Indien het toekennen van een afwijking bedoeld in artikel 24, tweede lid, op eigen initiatief gebeurt of indien de aanvrager in zijn vergunningsaanvraag een afwijking als bedoeld in artikel 10, tweede lid, heeft aangevraagd, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag voor advies aan de voorzitter van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden en terzelfder tijd geeft hij aan de aanvrager kennis van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden brengt een met redenen omkleed verslag uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de aanvrager, binnen de zestig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme daaraan voorbijgegaan.

**Art. 12.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 11, § 1, tweede lid.

Die termijn wordt op vier maanden gebracht in de veronderstelling bedoeld in artikel 11, § 2, eerste lid.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de aanvrager. Tegelijk wordt ze aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische bezienswaardigheid gevestigd is, gericht. Bij elke vergadering van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht van de beslissingen tot toekenning dan wel intrekking van vergunningen.

Indien de kennisgeving aan de aanvrager binnen de al naar gelang in het eerste of het tweede lid bepaalde termijn uitblijft, staat dat gelijk met een beslissing tot aanvaarding.

**Art. 13.** § 1. Bij afstand van een toeristische bezienswaardigheid dient de overnemer binnen drie maanden te rekenen van de afstand een vergunningsaanvraag in. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 10 tot en met 12.

§ 2. Bij overlijden van de vergunninghouder dient de overnemer een vergunningsaanvraag in binnen de zes maanden te rekenen van het overlijden. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 10 tot en met 12.

In afwijking van het eerste lid bestaat de aanvraag, indien de uitbating overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn in de eerste graad, uit een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en die aan de aanvrager is afgeleverd sinds minder dan drie maanden. Dat bewijs wordt binnen de zes maanden na het overlijden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Binnen de dertig dagen na ontvangst ervan beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de vergunningsaanvraag en geeft er kennis van aan de aanvrager. Indien de kennisgeving aan de aanvrager binnen die termijn uitblijft, staat dat gelijk met een beslissing tot afleveren van de vergunning.

§ 3. In afwijking van de artikelen 6 en 9 kan de benaming in de gevallen bepaald in paragrafen 1 en 2 gebruikt blijven worden tot en met de kennisgeving van de komende beslissing of het verstrijken van de termijn van dertig dagen bepaald in paragraaf 2, tweede lid, voorzover de aanvraag binnen de vastgestelde termijn is ingediend.

**Art. 14.** Binnen de drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid laat de vergunninghouder bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur geworden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en die op naam van de vervanger is afgeleverd sinds minder dan drie maanden.

**Art. 15.** De vergunning wordt aangeplakt op door de regering bepaalde wijze.

**Art. 16.** De vergunninghouder meldt aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme elke wijziging die van invloed zouden kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning, bij ter post aangetekend schrijven binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

**Art. 17.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde vragen dat een nieuw bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en dat sinds minder dan drie maanden aan de vergunninghouder of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische logiesverstrekkende inrichting is afgeleverd, overgemaakt wordt. Dat verzoek geschiedt minstens vijfjaarlijks.

HOOFDSTUK III. — *Intrekking van de vergunning*

**Art. 18.** De vergunning kan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme worden ingetrokken :

1° indien de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten niet in acht genomen worden;

2° indien de vergunninghouder of de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden en die in België voor een inbreuk omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat gelijkaardig is aan feit dat één van die overtredingen vormt, is uitgesproken, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf is opgeschort en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft;

3° indien de vergunninghouder of de persoon belast met het dagelijks bestuur van het hotelbedrijf, de gemeubileerde vakantiewoning, het toeristisch kampeerterrein of het vakantieoord veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een overtreding van de bepalingen van dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten.

**Art. 19.** Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een vergunning, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme diens houder bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in over de grond voor de vooropgestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over te maken. Hij kan in dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt hij door het Commissariaat-generaal voor Toerisme gehoord. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de vastgestelde datum over die hoorzitting ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

**Art. 20.** Binnen de tien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de vergunninghouder of nadat laatstgenoemde is gehoord of bij uitblijven van reactie zijnerzijds binnen de opgelegde termijn, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verzoek om adviesverlening aan de voorzitter van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden. Een afschrift van de briefwisseling bedoeld in artikel 19, eerste en tweede lid, en, in voorkomend geval, van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de houder medegedeeld stuk worden bijgevoegd.

**Art. 21.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening brengt het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de houder. Indien de kennisgeving van het advies in de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

**Art. 22.** Van de beslissing tot intrekking wordt aan de vergunninghouder kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme zich niet achter het advies van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden schaart, worden daar de redenen voor opgegeven.

De beslissing wordt gelijktijdig medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waarin de toeristische bezienswaardigheid gelegen is en aan de voorzitter van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden.

**Art. 23.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen en licht de vergunninghouder bij ter post aangetekend schrijven over in.

Een beslissing tot intrekking kan enkel plaatsvinden meer dan zes maanden na het versturen van het schrijven bedoeld in artikel 19, eerste lid.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden voor de toekenning van de vergunning en het gebruik van de benaming*

**Art. 24.** De toekenning van de vergunning en het gebruik van de benaming bedoeld in artikel 2, 1°, of een ander woord, vertaling of schrijfwijze die in het kader van de uitbating van een toeristische bezienswaardigheid voor verwarring kan zorgen, worden ondergeschikt gemaakt aan de inachtneming van de voorwaarden bepaald door de regering. Die kunnen betrekking hebben op :

1° de kenmerken van de plaats en diens naaste omgeving zoals meer bepaald de ruimte-indeling, de uitrusting of de toegankelijkheid ervan;

2° de ontvangst, de begeleiding, de informatieverstrekking aan de toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers;

3° de staat van onderhoud, gezondheid en schoonheid, het comfort en de veiligheid van de toeristische bezienswaardigheid;

4° de zedelijkheid van de vergunningsaanvrager, de houder ervan of van het persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid;

5° de informatie betreffende de bezoekersaantallen in de toeristische bezienswaardigheid die laatstgenoemde verplicht is te verstrekken.

Bij wijze van uitzondering kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme of, na een beroep, de regering de houders of de toekomstige houders van de vergunning afwijkingen toestaan van de voorwaarden opgelegd overeenkomstig de punten 1° en 2° van het eerste lid om rekening te houden met specifieke situaties. De regering kan het aantal voorwaarden waarvan een afwijking kan worden toegestaan, verder inperken.

Binnen de perken van zijn bevoegdheden kan de regering andere voorwaarden bepalen die betrekking hebben op het intrinsieke belang van de bezienswaardigheid, meer bepaald voor wat betreft de recreatieve aspecten en/of de aspecten in verband met zijn aard, patrimonium, cultuur.

**TITEL III. — Indeling en herziening van de indeling in categorieën****HOOFDSTUK I. — Beginselen**

**Art. 25.** De toeristische bezienswaardigheden zijn ertoe verplicht de door de regering vastgestelde criteria met het oog op hun indeling in categorieën na te leven. Die criteria kunnen betrekking hebben op :

1° de openingsperiodes;

2° het aantal bezoekers en indien mogelijk de minimumverhouding der bezoekers die beantwoorden aan de definitie van dagtoerist of toerist.

Zij kunnen eveneens betrekking hebben op de ontvangst, de voorgestelde dienstverlening, de toegang, de veiligheid en de hygiëne.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert een indeling aan die bezienswaardigheden bij het afleveren van een machtiging om de benaming te gebruiken.

**Art. 26.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme levert aan de vergunninghouder een schild af dat overeenstemt met de toegewezen benaming en categorie-indeling. Dat schild blijft eigendom van het Gewest. De regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrengen en teruggave ervan.

Niemand kan van het schild of elke andere tekening of elk ander teken dat naar een categorie-indeling verwijst, gebruik maken indien hij niet beschikt over de daarop betrekking hebbende vergunning.

**Art. 27.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme herzielt de categorie-indeling van een toeristische bezienswaardigheid indien die indeling overeenstemt met de voorwaarden die beantwoorden aan de indeling bij een hogere of lagere categorie.

**Art. 28.** Bij wijze van uitzondering kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme een afwijking toestaan van één of meerdere criteria voor de categorie-indeling indien het van mening is dat de toeristische bezienswaardigheid, rekening houdend met diens bijzondere kenmerken, technisch in de onmogelijkheid verkeert om aan die criteria te voldoen. De regering kan het aantal criteria die voor een afwijkingsmaatregel in aanmerking komen, beperken.

**Art. 29.** De vergunninghouder meldt het Commissariaat-generaal voor Toerisme elke wijziging die de toegewezen categorie-indeling zou kunnen beïnvloeden, bij ter post aangetekend schrijven, binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

**HOOFDSTUK II. — Verzoek om herziening van de categorie-indeling**

**Art. 30.** Indien de vergunninghouder om de herziening van de categorie-indeling verzoekt en daarbij al dan niet een verzoek indient om af te wijken van een criterium van de categorie-indeling, gebeurt dat bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme door middel van het door de regering vastgestelde formulier.

Daarbij worden alle inlichtingen en documenten gevoegd die de herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, het toestaan van de afwijking mogelijk zouden maken.

**Art. 31.** Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen omvat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven binnen de vijftien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en geeft aan dat de procedure te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter is overgemaakt. Binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

**Art. 32.** Indien verzocht wordt om afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het verzoek voor advies over aan de voorzitter van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden en tegelijk geeft hij kennis aan de verzoeker van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden brengt een gemotiveerd advies uit en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de verzoeker, binnen de zestig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter is overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

**Art. 33.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de verzoeker. Bij elke vergadering van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen tot herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, tot afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling.

Het uitblijven van de kennisgeving aan de verzoeker binnen de termijn bepaald in het eerste lid staat met een beslissing tot weigering gelijk.

**HOOFDSTUK III. — Herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme**

**Art. 34.** Indien de herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gebeurt, wordt diens beslissing getroffen overeenkomstig de artikelen 19 tot en met 23.

**TITEL IV. — Beroepen****HOOFDSTUK I. — Beroepsprocedure**

**Art. 35.** De verzoeker of de houder van een vergunning, hierna eveneens « de verzoeker » genoemd, kan een gemotiveerd beroep bij de regering indienen tegen de beslissing :

1° tot weigering of tot intrekking van de vergunning;

2° tot weigering om een afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning of van het gebruik van de benaming overeenkomstig artikel 24, tweede lid, of van de criteria inzake de categorie-indeling overeenkomstig artikel 28 toe te kennen;

3° tot herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

4° tot weigering om de herziening van de categorie-indeling toe te kennen.

Het beroep wordt ingediend binnen de dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing of, in de gevallen bepaald in de artikelen 12, vierde lid, en 33, derde lid, na de datum waarop de beslissing tot weigering als vaststaand wordt beschouwd.

Het wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en daarbij wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Het beroep is niet-opschortend behalve indien het betrekking heeft op een beslissing tot intrekking van de vergunning of herziening van de categorie-indeling. In beide gevallen wordt de beslissing opgeschort tijdens het tijdsbestek dat aan de verzoeker wordt gewaarborgd om zijn beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de regering die over het beroep beslist.

**Art. 36.** Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de verzoeker.

Hij richt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep aan de voorzitter van de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden bedoeld in artikel 41.

**Art. 37.** De verzoeker kan vragen om door de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden te worden gehoord, ofwel in diens beroepschrift ofwel bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst door de verzoeker van het bericht van ontvangst van diens beroep.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere van diens gemachtigden plaatsvinden. Er wordt een proces-verbaal opgesteld.

De verzoeker wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

**Art. 38.** Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na een hoorzitting te hebben gehouden en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elke door de verzoeker overgemaakt stuk. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting kennis gegeven aan de verzoeker bij ter post aangetekend schrijven. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door de regering aan voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste uitsprekt, geeft diens voorzitter kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de verzoeker medegedeeld document.

**Art. 39.** De regering beslist over het beroep en richt zijn beslissing aan de verzoeker binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 36.

Indien de regering zich niet achter het advies van de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden schaaft, geeft hij daarvoor de redenen op.

Van de beslissing van de regering wordt kennis gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, aan de verzoeker. De beslissing wordt tegelijk medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische bezienswaardigheid gelegen is. Bij elke vergadering van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen die over de beroepen getroffen zijn.

**Art. 40.** Indien de verzoeker de beslissing van de regering niet gekregen heeft binnen de tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 39, eerste lid, kan hij een herinneringsschrijven versturen. Dat schrijven wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht. De inhoud ervan dient het woord « herinnering » te vermelden en op ondubbelzinnige wijze erom verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt.

Indien de kennisgeving van de beslissing van de regering binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het aangetekend schrijven dat de herinnering inhoudt, uitblijft, wordt het stilzwijgen van de regering geacht een beslissing tot verwerping uit te maken.

**HOOFDSTUK II. — Beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden**

**Art. 41.** Er wordt een beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden opgericht, hierna « de commissie » genoemd, die ermee belast is om adviezen uit te brengen over de beroepen waarvan sprake in artikelen 35.

**Art. 42.** De commissie bestaat uit :

1° één voorzitter;

2° twee gewone leden voorgedragen door de verenigingen ter bescherming van de verbruikers;

3° twee gewone leden voorgedragen door het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden.

§ 2. De regering benoemt de voorzitter en de commissieleden.

Voor elk gewoon lid, behalve de voorzitter, benoemt de regering een plaatsvervanger.

§ 3. Een bijkomend lid dat het Commissariaat-generaal voor Toerisme vertegenwoordigt, kan met raadgevende stem de vergaderingen van de commissie bijwonen.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

**Art. 43.** De leden voorgedragen door het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden dienen buiten eigen kring gekozen te worden.

**Art. 44.** De ambten van voorzitter, commissieleden en hun plaatsvervangers hebben een duur van vijf jaar ingaand te rekenen van de datum van hun benoemingsbesluit. Elk mandaat is hernieuwbaar.

In afwijking van vorig lid wordt de samenstelling van de adviescommissie herzien binnen de zes maanden volgend op de hernieuwing van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden. De commissie vergadert evenwel op geldige wijze zolang diens hernieuwing niet plaatsgevonden heeft.

**Art. 45.** De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

De commissie beraadslaagt enkel op geldige wijze als minstens de voorzitter en twee andere leden aanwezig zijn.

De adviezen worden door de aanwezige leden uitgebracht.

**Art. 46.** De regering bepaalt de procedure voor de benoeming van de voorzitter en de commissieleden, diens werkingswijze en het bedrag van de vergoedingen en retributies die eventueel worden toegekend aan de voorzitter en aan de leden.

## TITEL V. — Subsidies

### HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Art. 47.** Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting kent de regering een subsidie toe voor de uitrusting, de aanleg en de verbetering van de infrastructuur van een toeristische bezienswaardigheid, evenals voor het ereloon in verband met de werkzaamheden.

De belasting over de toegevoegde waarde kan inbegrepen zijn in het bedrag van de aankopen en werkzaamheden die voor subsidie in aanmerking komen, indien die belasting niet door de verzoeker gerecupereerd wordt.

**Art. 48.** Van de aankopen en werken waarvoor een subsidie verleend kan worden krachtens artikel 47, eerste lid, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

### HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toekenning en het behoud van de subsidies

**Art. 49.** Het toekennen van de subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden :

1° de verzoeker dient houder te zijn van de vergunning bedoeld in artikel 6 of zich er schriftelijk toe te verbinden uiterlijk tegen de voltooiing van de werkzaamheden om de vergunning te verzoeken;

2° de verzoeker dient ter staving van zijn verzoek het dossier bedoeld in artikel 53 voor te leggen.

De subsidiegerechtigde dient de bestemming van het goed tijdens vijf jaar, ingaan vanaf 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie vereffend is, in stand te houden.

Er wordt geen enkele subsidie verleend indien een andere overheid reeds een subsidie heeft verleend voor die werken of aankopen.

### HOOFDSTUK III. — Subsidiepercentage en -bedrag

**Art. 50.** Het subsidiepercentage bedraagt 20 % van de kostprijs van de aankopen en werken bedoeld in artikel 47.

De regering kan evenwel prioritair investeringen bepalen waarvoor hij gemachtigd is het subsidiepercentage, dat 50 % van de kostprijs van de aankopen en de werken bedoeld in artikel 47 kan bedragen, nader te bepalen.

**Art. 51.** Er kan geen enkele subsidie worden toegekend indien de kostprijs van de aankopen en werken lager is dan 5.000 euro, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

**Art. 52.** § 1. Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor een toeristische bezienswaardigheid kan 100.000 euro per periode van drie jaar overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar.

De regering is gemachtigd om een maximumbedrag per categorie werken vast te leggen.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag krijgt voor een toeristische bezienswaardigheid, het minimis-subsidiebedrag voor die toeristische bezienswaardigheid in de loop van de twee begrotingsjaren voorafgaand aan het boekjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden.

De subsidie kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf niet overschrijden.

Indien het bedrag van een subsidie het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 bereikt, kan er enkel een nieuwe subsidie worden toegekend op grond van een nieuwe aanvraag, die pas ingediend kan worden twee jaar na de vastlegging van de vorige subsidie.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidiegerechtigde in over het minimis-karakter van die tegemoetkoming overeenkomstig artikel 3 van Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de de minimis-steun.

### HOOFDSTUK IV. — Procedures voor de toekenning, de vereffening en de controle over het gebruik van de subsidies

**Art. 53.** De aanvraag voor een subsidie dient bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De regering stelt de inhoud vast en bepaalt de vorm van de subsidieaanvraag. Het aantal exemplaren dat het dossier dient te bevatten worden nader bepaald.

**Art. 54.** Elke persoon die vraagt dat een subsidie wordt toegekend, geeft daardoor de regering de toelating om zonder verplaatsing elke nuttig geachte verificatie door te voeren.

De weigering om zich te onderwerpen aan die verificaties of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat niet voldaan wordt aan de toekenningsvoorwaarden vastgesteld in artikel 49.

**Art. 55.** § 1. Elke subsidie kan tegen maximum 75 % na overlegging van de uitgavestukken ter verantwoording van de aankopen of de werken tegen minstens 20 % van de voorziene uitgave vereffend worden.

De eindafrekening dient uiterlijk voor verstrijken van de twaalfde maand volgend op de datum van de laatste voorlopige vereffening te worden voorgelegd.

§ 2. De werken, de materiaalleveringen of de dienstverleningen waarvoor een subsidie wordt aangevraagd, dienen ten vroegste aan te vangen op datum van indiening van die aanvraag en uiterlijk binnen de drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie voltooid te zijn.

De toeristische bezienswaardigheid dient in werking te zijn op het tijdstip van de uiteindelijke vereffening.

§ 3. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 en behoudens verlenging toegekend door de regering op grond van een behoorlijk verantwoorde aanvraag ingediend door de subsidiegerechtigde vóór het verstrijken van de aanvankelijke termijn dienen de onverschuldigd gestorte sommen terugbetaald te worden.

**Art. 56.** De subsidie wordt vereffend aan degene die de materiaalaankopen of de werken financiert voorzover hij steeds eigenaar of vergunningshouder is op de dag van de vereffening.

**Art. 57.** De regering controleert of de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 49, 55 en 56 nageleefd worden.

De weigering om zich te onderwerpen aan een controle of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat de subsidiegerechtigde de voorwaarden vastgesteld in artikelen 49, 55 of 56 niet naleeft.

**Art. 58.** Behoudens voorafgaandelijke andersluidende beslissing van de regering dient de subsidiegerechtigde de subsidie in verhouding tot het aantal overblijvende jaren terug te betalen indien binnen de termijn van vijf jaar ingaand op 1 januari volgend op het laatste jaar waarin de subsidie vereffend is, niet meer aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 49 voldaan wordt.

## TITEL VI. — Overtredingen en straffen

### HOOFDSTUK I. — Toezicht en vaststelling van de overtredingen

**Art. 59.** § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en personeelsleden aangewezen door de regering belast met het toezicht op de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet. Daartoe kunnen ze bij de uitoefening van hun opdracht :

1° alle plaatsen, zelfs gesloten en overdekt, op elk uur van de dag en de nacht betreden indien zij ernstige redenen hebben om te geloven dat er een overtreding van het decreet of diens uitvoeringsbepalingen bestaat; indien het een, zelfs tijdelijke, woonplaats betreft, is de schriftelijke toestemming van de vergunninghouder, van de bewoner(s) of de voorafgaandelijke toelating van de politierechter vereist, die nagaat of er aanwijzingen voor een overtreding bestaan;

2° de bijstand van de politie vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen voor een overtreding, elke doorzoeking, elke controle en elk onderzoek verrichten en elke inlichting vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden nageleefd, en meer bepaald :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nodig is voor het uitoefenen van het toezicht en van die verhoren processen-verbaal op te stellen die tot het bewijs van het tegendeel bewijskracht hebben;

b. zich ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen.

De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het eerste lid hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Zij zijn ertoe gehouden de eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen kunnen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 :

1° voor elke overtreder een termijn vastleggen om zich met de wet in overeenstemming te brengen; die termijn kan slechts eenmalig verlengd worden; het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de procureur des Konings in over de getroffen schikkingen; bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt de ambtenaar of het personeelslid verslag op; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt het bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings over;

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt dat proces-verbaal bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de procureur des Konings en aan de overtreder over binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het opgesteld is of na verstrijken van de termijn bedoeld onder punt 1°.

Een afschrift ervan wordt in dezelfde termijn gericht aan de burgemeester van de gemeente waar het betrokken goed gelegen is en, bij ter post aangetekend schrijven, aan diens eigenaar en aan de vergunninghouder, gericht.

### HOOFDSTUK II. — Administratieve geldboetes

**Art. 60.** § 1. In geval van overtreding van de artikelen 14, 16, 29, 58 of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 125 euro niet mag overschrijden.

In geval van overtreding van de artikelen 6, 24, eerste lid, 26, tweede lid, of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen, evenals in geval van smaad of bedreiging aan gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhinderd van het inspectierecht bepaald in artikel 59 loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 25.000 euro niet mag overschrijden.

De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische bezienswaardigheid behalve indien laatstgenoemde aantoonbaar dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen getroffen heeft die hij bij machte was te nemen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt.

In afwijking van vorig lid kan in geval van smaad of ernstige bedreiging enkel de dader ervan worden vervolgd.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd behalve indien het openbaar ministerie, rekening houdend met de ernst van de overtreding, acht dat er aanleiding is tot strafrechtelijke vervolging. Strafrechtelijke vervolging sluit de toepassing van een administratieve geldboete uit, behalve in geval van seponering.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt aan het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen na opstellen ervan.

Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om het Commissariaat-generaal voor Toerisme kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet strafrechtelijke vervolging in te stellen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie ervan afziet om te vervolgen of nalaat om binnen de vastgestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven of in de veronderstelling van een seponering beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme, na de overtreder in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen, of er aanleiding toe is om wegens de overtreding een administratieve geldboete op te leggen.

De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast en is gemotiveerd. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder bij ter post aangetekend schrijven, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen de termijn vastgesteld door de regering.

De kennisgeving van de beslissing tot vaststelling van de administratieve geldboete doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van het bestuur.

§ 5. De overtreder die de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Van een afschrift van dat beroep richt hij gelijktijdig een afschrift aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van vorig lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme of van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan de afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt met het oog op inning van het administratieve geldboetebedrag.

§ 7. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van dit artikel verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij dit artikel uitmaakt.

De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit de verjaring. Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De regering kan de wijze van inning van de boete bepalen.

#### HOOFDSTUK III. — *Strafrechtelijke sancties*

**Art. 61.** Bestraft wordt met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en een geldboete van 1 tot 25 euro of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 14, 16, 29, 58 of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

**Art. 62.** Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 26 tot 5.000 euro, of met slechts één van die straffen degene die de artikelen 6, 24, eerste lid, 26, tweede lid, of de bepalingen getroffen ter uitvoering van die artikelen overtreedt, evenals in geval van smaad of ernstige bedreiging ten opzichte van de gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhinderings van de uitoefening van het inspectierecht bepaald in artikel 59.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek zijn, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op die overtredingen.

**Art. 63.** De overtreder is aansprakelijk voor het beheer van de toeristische bezienswaardigheid behalve indien hij aantoonde dat hij geen enkele fout begaan heeft omdat hij alle maatregelen getroffen heeft die hij bij machte was te treffen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt.

In afwijking van vorig lid kan bij smaad of ernstige bedreiging enkel de dader vervolgd worden.

**Art. 64.** § 1. Naast de boetes bepaald in de artikelen 61 en 62 beveelt de rechter op verzoek van het Commissariaat-generaal voor Toerisme de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat.

De rechter kan bevelen dat de veroordeelde op straffe van een dwangsom binnen de acht dagen volgend op de dag waarop het vonnis definitief is geworden een zekerheid ten voordele van het Waalse Gewest stelt waarvan het bedrag gelijk is aan de geraamde kost van de bevolen maatregelen.

Die zekerheid bestaat uit een neerlegging bij de Deposito- en Consignatiekas of uit een onafhankelijke bankwaarborg uitgegeven door een erkende kredietinstelling ofwel bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen ofwel bij een overheid van een lid-Staat van de Europese Unie die gemachtigd is om de kredietinstellingen te controleren.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt de rechter dat, indien de plaats niet in oorspronkelijke staat is hersteld binnen de voorgeschreven termijn, het Commissariaat-generaal voor Toerisme van ambtswege in de tenuitvoerlegging ervan kan voorzien en de kosten ervan terug kan vorderen indien de werken zijn uitgevoerd op grond van een gewone staat opgesteld door de regering. Die staat is uitvoerbaar.



§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan voor de politie- of correctionele rechtbank treden om naast de boeten bepaald in de artikelen 143, 144 en 145 de veroordeling tot staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

Het kan eveneens voor de burgerlijke rechtbank treden om de veroordeling tot de staking van de onwettelijke daad of het herstel van de plaats in diens oorspronkelijke staat te bekomen.

#### TITEL VII. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 65.** De toeristische bezienswaardigheden die op de dag van inwerkingtreding van dit decreet uitgebaat worden onder die benaming of elk ander woord, vertaling of schrijfwijze die aanleiding zou kunnen geven tot verwarring dienen binnen de zes maanden volgend op die inwerkingtreding een vergunningsaanvraag in bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme overeenkomstig artikel 10.

In afwijking van artikel 6 kunnen de toeristische bezienswaardigheden die zich geschikt hebben naar vorig lid die benaming verder blijven gebruiken totdat over hun aanvraag is beslist.

In afwijking van artikel 11 richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, eerste of tweede lid, aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag bedoeld in het eerste lid door zich te schikken naar artikel 7 en geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van zes maanden te rekenen van het bericht van ontvangst bedoeld in vorig lid in afwijking van artikel 12, eerste en tweede lid.

**Art. 66.** De regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 642 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 5.*

*Volledig verslag.*

Bespreking en stemming. Openbare vergadering van 31 maart 2004.